AlterCommunistes

-- Projet et Programme Communiste --

Projet et Programme Communiste

Cinq Chantiers Communistes

Propositions pour un programme communiste de gouvernement

altercommunistes

dimanche 27 novembre 2005

Résumé :

L emploi, la vie, le monde, le pouvoir, l homme.. cinq chantiers pour des objectifs communistes porteur de rassemblements immédiats et à long terme...

Après des décennies d accompagnement politique du capitalisme, de gauche et de droite, la force du NON populaire ne peut se retrouver dans les luttes et les échéances électorales sans le moyen d objectifs de rupture clairs et réalistes, sans des propositions qui mobilisent les millions de victimes d une société inégale et violente. Ce texte est une tentative de rassembler des propositions significatives de ce que pourrait être une telle politique de rupture.

Sur cinq dimensions concrètes de la vie quotidienne, un gouvernement communiste prendrait des mesures immédiates pour provoquer une rupture en faveur du monde du travail, de la création, des quartiers populaires, pour contribuer à une mobilisation militante afin d aller vers l organisation d états généraux devant préparer l élection d une assemblée nationale constituante. Il mettrait en débat des objectifs concrets de construction d une nouvelle république, socialiste, autogestionnaire, internationaliste.

Pour un emploi digne et utile pour tous, prendre l argent à la finance et décider ensemble où l investir et pour quels besoins !

On ne peut rien changer pour l emploi sans enlever le pouvoir de l argent à la grande bourgeoisie et dans le même temps, trouver les formes nouvelles de l appropriation par ceux qui travaillent du pouvoir de décision nécessaire pour orienter l argent vers la satisfaction des besoins humains.

Dans les 6 premiers mois :

- Interdiction des licenciements
- Augmentation du SMIC et des minimums sociaux de 50%
- Taxation forte de tous les revenus financiers et spéculatifs
- Nationalisation des groupes financiers et industriels stratégiques avec indemnisation des actionnaires plafonnée à 5 fois le SMIC.
- Nationalisation des sociétés d intérim et de recrutements et intégration dans l ANPE, interdiction de l intérim.
- Création de commissions de contrôle économiques par bassin d emplois élues lors d élections professionnelles générales. Les décisions des tribunaux de commerce sont placées sous leur contrôle.

Objectifs d une assemblée constituante

- Création d un service public de l emploi, organisé par bassin d emploi et géré par les salariés, à partir des ressources existantes de l ANPE, des ASSEDIC...
- Création d un statut du salarié de la fin des études à la retraite, garantissant le droit a un revenu et a une formation professionnelle, financé par une cotisation patronale sur le salaire.
- (Re)création de services publics nationalisés regroupant les activités existantes de réseaux (électricité, eau, gaz, téléphone, poste, internet...), et instaurant la gratuité des services de base.
- Droit de nationalisation d une entreprise sur vote de plus 75% des salariés et création d un nouveau statut d entreprise autogérée nationale, régionale ou locale impliquant les salariés, fournisseurs, clients, usagers et collectivités.
- Programme pluriannuel d investissements dans l énergie, le transport, le logement, les services

publics, l éducation, la santé, la vie sociale et culturelle

Pour le droit au logement et à une santé de qualité pour tous, sortir de la marchandisation !

On ne peut pas répondre aux besoins sociaux sans sortir les ressources nécessaires de la marchandisation et donc sans inventer de nouveaux modes de gestion publics des besoins sociaux par les usagers eux-mêmes, fondés sur la gratuité et la péréquation tarifaire.

Dans les 6 premiers mois : - Interdiction des expulsions sans logement préalable

- Mise en œuvre immédiate de la loi de réquisition. - Expropriation des propriétaires d immeuble potentiellement habitable et laissé en friche.
- Création de comités locaux du logement avec les associations, collectivités et offices chargé de traiter les situations d urgence (SDF notamment). Suppression des allégements de charges patronales.
- Prise en charge à 100% par la SECU des dépenses de santé.

Objectifs d une assemblée constituante

- Réquisition de terrains pour un espace foncier public non marchand permettant la construction d un million de logement.
- Création d un service public du logement avec représentation dans chaque ville, assurant la gestion des demandes de logements, regroupant les capacités locatives publiques et privées, cogéré par les locataires, les salariés, les collectivités.
- Création d un nouveau contrat de « co-propriété d usage » sur terrain public, sans limite de temps, transmissible aux enfants, non cessible.
- Retour à la gestion de la sécurité sociale par les salariés. Organisation d élections d un représentant salarié par entreprise pour constituer des assemblées de décision par caisses locales. Intégration des mutuelles dans le statut de la Sécurité Sociale.
- Création d une industrie nationale de la pharmacie, organisée localement en circuit court non marchand s appuyant sur le réseau de pharmacies mutualistes ou privées existantes.

Pour la paix, le développement humain et le respect de la planète, sortir du néo-colonialisme et des affrontements impérialistes.

On ne peut changer de société en France sans changer de rapport au monde, sans sortir des rapports de domination économique ou militaire. Ce sont les rapports humains, notamment issus des immigrations successives qui sont l outil essentiel de nouvelles coopérations internationalistes.

Dans les 6 premiers mois :

- Reconnaissance officielle des drames et crimes coloniaux. - Ouverture de toutes les archives militaires. Organisation d une conférence avec les pays colonisés par la France pour établir les conséquences de la colonisation.
- Annulation de la dette des pays pauvres

- Suspension des traités européens et retour à la souveraineté nationale dans la constitution.
- Rappel des armées françaises à l étranger négocié avec les pays concernés.
- Organisation d une conférence internationale pour la sortie du capitalisme, la création d une devise mondiale d échange indépendante du dollar et de l euro.
- Remise de papiers à tous les demandeurs d asile, et création de commissions locales des réfugiés chargées d organiser les cours de langue et de droit leur permettant de jouer un rôle actif et citoyen en France.

Objectifs d une assemblée constituante

- Création d un service public de coopération internationale, en relation avec les pays cherchant leur indépendance économique, s appuyant sur les relations individuelles, notamment des immigrés et réfugiés, avec le support des ambassades françaises.
- Création avec l ONU d une agence mondiale de la connaissance non marchande, partageant les résultats de recherche, ouvrant un accès gratuit pour tous aux connaissances, notamment dans les secteurs de la santé et des technologies de l information.
- Lancement d un programme international d investissement dans la réponse aux besoins humains (eau, assainissement, énergie, transports, réseaux, santé, éducation..) à partir d un transfert massif des dépenses d armement
- Redéfinition d une politique de défense basée sur les droits des citoyens et leurs liens avec une armée populaire. - Développement d armes non létales et abandon de la stratégie de dissuasion nucléaire.

Pour une démocratie autogestionnaire, sortir du rôle répressif de l état par une autre organisation des pouvoirs.

On ne peut changer de société sans rompre avec les traditions séculaires de domination politique, corporatiste ou policière, sans inventer une construction autogérée de pouvoirs débarrassés des intérêts privés, des pratiques répressives et de propagande.

Dans les 6 premiers mois :

- Loi de transparence obligatoire de l état avec publicité de tous les documents non individualisés, publication de toutes les archives secrètes.
- Audit des services secrets par une commission spéciale indépendante de l état et assermenté spécialement.
- Audit des services de police et de leur hiérarchie.
- Condamnation des bavures et comportements racistes ou anti-républicains des policiers.
- Création de commissions citoyennes locales de contrôles des institutions
- Droit de votes des immigrés à toutes les élections.
- Fin du financement des partis politiques par l état.

Objectifs d une assemblée constituante

- Etats généraux pour la rédaction de la constitution d une nouvelle république parlementaire non présidentielle, autogérée avec la proportionnelle à toutes les élections, le non cumul des mandats, la fin du sénat.
- Nouvelle procédure de décision publique dans toutes les assemblées pour la participation des

citoyens en s appuyant sur un portail Internet par assemblée (publicité obligatoire de tous les documents préparatoires, délibératifs ou d exécution, enregistrement de toute question citoyenne et réponse obligatoire...)

- Création d un service civil obligatoire de 6 mois au service de la mobilisation citoyenne sur les grandes causes humaines en France et dans le monde
- Organisation démocratique de nouvelles structures assurant l évaluation quantitative et qualitative de l offre et de la demande pour aider aux décisions économiques sous la responsabilité politique des assemblées élues et remplaçant les activités actuelles de publicité, défense des consommateurs, chambres de commerces...

Pour le développement des individus, sortir de la violence par la culture et la démocratie

On ne peut gagner d intervention majoritaire pour une autre société sans soigner les immenses souffrances léguées par la violence capitaliste, sans reconstruire une parole individuelle et collective libérée, sans un immense bouillonnement culturel et idéologique.

Dans les 6 premiers mois :

- Recrutement de 100000 éducateurs avec un plan de formation en alternance dans les quartiers, les écoles et les lieux de travail.
- Recrutement de 100000 enseignants supplémentaires et affectation prioritaire des enseignants expérimentés dans les quartiers populaires
- Rétablissement du statut des intermittents du spectable, hors grandes entreprises et institutions, et création de comité locaux d initiatives culturelles
- Appels à la création de centres culturels locaux animés par la mobilisation de milliers d artistes pour une véritable ébullition culturelle permettant de faire entendre les paroles écrasées pendant des décennies (musique, théâtre, poésie, danse...).
- Taxation forte de la publicité contribuant au financement public de médias indépendants.
- Nationalisation de TF1 et rupture des contrats de médias publics avec les sociétés privées de production.
- Organisation d un forum télévisé quotidien du changement par un collectif associant les associations, syndicats et partis politiques, complété par un journal quotidien et un site internet.

Objectifs d une assemblée constituante

- Plan d investissement pour la construction ou l extension de théâtres, MJC, salles des fêtes de quartier. Statut du travailleur culturel assurant la liberté, la garantie de ressources aux créateurs (à l exclusion des institutions et entreprises)
- Plan global de formation des métiers du développement de la personne, de la culture et de la connaissance. Droit à la formation continue professionnelle et générale pour tous.
- Nouveau statut des médias assurant leur indépendance en favorisant l autogestion, l intervention des lecteurs et spectateurs, la liberté des journalistes, leur libération des marchés de l information et des financements privés

Oui, la révolution !

L incapacité du capitalisme à répondre aux besoins humains est criante. L aiguisement de ses contradictions internes, ses dérives militaristes rappellent les pires heures du début du 19ème siècle. La révolution est possible, elle est nécessaire !

Elle ne ressemblera ni à celle de 1789, ni à celle de 1917.

Elle peut prendre des voies électorales. Mais elle nécessite de grands mouvements sociaux, des situations subversives pour l état et les institutions actuelles, pour déborder la capacité de répression et de manipulation que l état donne à la bourgeoisie.

C est le mouvement populaire qui en décidera. Il a donc besoin d un effort de conscience et de connaissance théorique des luttes de classe. Pour prendre toute sa force, il a besoin d un programme politique qui permette la mobilisation et le rassemblement des immenses forces sociales qui souffrent du capitalisme.

Post-scriptum : Un tel programme ne peut être porté que par une candidature représentant un point de vue communiste ! C est tout l enjeu du 33ème congrès du PCF !